

3. Juni 77 09

331.02 U'ch 5 - FA/rm

Vienne, le 18 mai 1977

f.B. 15.21.77.

f.B. 15.21.77. (14)

Procès-verbal d'un entretien informel du Secrétaire général du DPF, l'Ambassadeur A. Weitnauer avec le Secrétaire général du MAE, l'Ambassadeur A. Reitbauer, en présence de l'Ambassadeur R. Keller, de MM. Agstner et Klestil et de Mlle Favre (procès-verbal)

Vienne, Ballhausplatz, le 16 mai 1977, 9.30 à 11.30 heures

Après avoir invité le Secrétaire général Reitbauer à lui rendre visite en Suisse en novembre 1977, l'Ambassadeur Weitnauer ouvre l'entretien par un bref tour d'horizon: Belgrade, détente, MBFR, Administration Carter, Europe.

#### Belgrade

Quelle devra être l'atmosphère de la Conférence? Il est essentiel que l'on ne fasse pas de Belgrade un tribunal, mais il conviendra de dresser un bilan de ce qui a été accompli, notamment dans le domaine des droits de l'homme (il faut s'attendre toutefois à ce que les pays de l'Est ramènent sans cesse le débat sur le droit au travail, à l'éducation, à la santé etc.), et d'examiner les suites à donner à la Conférence: un nouveau Belgrade dans 2 à 3 ans, peut-être - et pourquoi pas, à Vienne!

L'Acte final est considéré par les Soviétiques comme un élément de base durable des relations Est-Ouest. La Suisse pour sa part, n'est pas mécontente des résultats obtenus notamment en ce qui concerne la réunion des familles, bien que plusieurs cas restent en suspens avec la Roumanie, la Tchécoslovaquie et dans une moindre mesure, avec la Pologne.

Dans le domaine de l'information, la situation ne s'est pas détériorée. Si l'on ne trouve pas tous les journaux à Budap

./.





(notamment la NZZ), il y a, à Varsovie, une quinzaine de salles de lecture où l'on peut lire, ou même acheter la presse internationale. Pour ce qui est des conditions de travail des journalistes, W. cite le cas de M. Stamm, correspondant de la NZZ à Vienne, qui n'a pu obtenir un visa pour la Tchécoslovaquie qu'avec difficulté. M. Meier, correspondant de la NZZ à Moscou peut en revanche s'exprimer librement et n'a été soumis jusqu'ici à aucune restriction.

Les échanges culturels restent passifs du côté suisse en raison des difficultés inhérentes à notre fédéralisme, alors que les pays de l'Est font preuve d'"activisme" dans ce domaine.

R. estime pour sa part que des résultats relativement importants ont été obtenus depuis Helsinki: la réunion des familles ne pose pas de problèmes particuliers avec la Hongrie ou la Pologne; en revanche de nombreux cas restent à résoudre avec la Bulgarie, la Roumanie, la DDR et la Tchécoslovaquie.

L'Acte final semble représenter le maximum de ce que l'on peut attendre en matière de coopération avec les pays de l'Est. Au MAE, l'opinion que l'on avait de ce document a changé - il a eu des effets non négligeables à l'intérieur des pays de l'Est (problème des dissidents). Pour ce qui est des suites à donner à la Conférence de Belgrade, R. a le sentiment que le bloc communiste se désintéresse de la CSCE et que, par conséquent, un second Belgrade devient douteux.

### Détente

W. remarque que la thèse marxiste-léniniste selon laquelle, au-delà de l'activité des gouvernements, le combat idéologique continue, dont l'issue ne peut être que la victoire finale du communisme, contribue à entretenir un climat de guerre psychologique entre l'Est et l'Ouest. C'est là que réside l'obstacle majeur à la détente. Les contacts accrus entre les personnes, les échanges culturels, une meilleure information, impliquant la liberté de la



presse et la liberté de mouvement des journalistes, sont des éléments indispensables à une détente véritable, et, en tant que tels, doivent être considérés avec une attention particulière.

R. note qu'un durcissement idéologique semble s'être produit dans les pays de l'Est, et le thème de la coexistence pacifique n'apparaît plus qu'en dernier lieu dans les journaux où l'on réserve une place importante aux écrits de Souslov. L'Autriche est l'objet d'attaques fréquentes de la part de certains pays de l'Est qui lui reprochent des tendances néo-fascistes (groupuscules d'étudiants d'extrême-droite), contraires au Staatsvertrag. Le Chancelier Kreisky a, pour sa part, fait plusieurs interventions en faveur de dissidents. Il a notamment envoyé une lettre personnelle à Brejnev (cas Jakob Stern). On est toutefois d'avis, au MAE, que la discrétion des démarches en ce qui concerne les droits de l'homme serait recommandable dans l'intérêt des dissidents, et l'on essaie de ne s'engager ni d'un côté, ni de l'autre.

W. intervient alors à propos du durcissement idéologique dont R. fait état. Deux documents sont à considérer à cet égard: l'Acte final et la Déclaration de Berlin (Congrès des P.C.) où l'on se départ du concept de dictature du prolétariat. Il faut toutefois se garder de se faire des illusions et de trop attendre de telles déclarations.

Propositions soviétiques concernant la réunion de trois conférences européennes (énergie, environnement, transports)

W. remarque que la Suisse serait prête à discuter, dans le cadre de la Commission économique pour l'Europe, du problème de l'environnement et, éventuellement, de celui des transports. Il faut toutefois se garder de dépendre de l'Est en matière d'énergie, et prendre conscience du fait que rien ne peut plus être entrepris dans ce domaine sans tenir compte des pays de l'OPEP, car il s'agit d'un problème mondial et non régional.



R. note que la question des transports est décisive pour l'Autriche (routes, relations fluviales). Dans le domaine de l'énergie, il serait bon de faire sentir aux pays de l'OPEP que des parades à leur hégémonie sont possibles et que l'on pourrait se tirer d'affaire à l'échelle européenne.

#### MBFR

R. déclare que le résultat des négociations n'est pas satisfaisant. L'Occident a trop argumenté et trop longtemps au sujet de l'équilibre des forces. On se trouve actuellement dans l'impasse en raison notamment de l'incertitude qui entoure les instructions de la nouvelle administration américaine. Les MBFR sont pourtant le complément nécessaire au concept de la détente politique. Ici encore le pessimisme est de mise.

W. fait alors la distinction entre la détente politique qui pourrait provenir de l'intérieur par un affaiblissement de la dictature, et la détente militaire, très importante en raison de la prolifération des armes.

#### Administration Carter

W.: La jeune administration Carter n'a pas encore formulé sa politique, mais les propositions faites par les Américains, au sujet des SALT sont inadmissibles pour les Russes. Carter a su s'entourer de gens très compétents tels Blumenthal, Brzezinski ou Vance. D'ailleurs le parti démocrate attire traditionnellement les élites intellectuelles, alors que les industriels et les banquiers appartiennent surtout au parti républicain.

R. acquiesce en déclarant que l'on a sous-estimé Carter et son équipe et, quoi qu'on puisse penser de l'attitude de Vance à Moscou, il a réussi à mettre les Russes sur la défensive.

W. conclut en remarquant que Kissinger a donné au Congrès une fausse ambition en matière de politique étrangère. Vance est



l'homme qu'il faut pour "vendre" au Congrès la politique étrangère américaine.

### Europe

W: En matière de politique commerciale (CEE-AELE), la discrimination à l'égard des Etats-Unis est réelle. Washington était prêt à s'en accommoder lors de la conclusion du Traité de Rome dans l'espoir que ce serait le prix à payer pour une Europe unie, second pilier atlantique. Aussi les Américains se sentent-ils dupés. Toutefois les problèmes ne peuvent être résolus dans le seul contexte européen, mais dans un cadre plus vaste englobant les Etats-Unis et le Japon.

Il nous reste à construire nos relations avec l'Amérique et le monde occidental au sens large de terme.

Dans le cadre du Conseil de l'Europe, la concertation politique accrue dont l'heureuse initiative remonte à Kirchschräger, commence à porter ses fruits.

En outre, l'idée de Kreisky est intéressante, qui prévoit de créer dans le cadre de l'AELE une bourse d'informations pour les exportateurs de manière à mettre en commun les efforts des entreprises de divers pays en direction de marchés prometteurs (OPEP). Cette initiative est plus importante pour les petites et moyennes entreprises que pour les grandes qui, elles, ont leurs propres réseaux. R. acquiesce.

Pour ce qui est du chômage, W. remarque que les Scandinaves ont à nouveau enfourché leur dada du plein emploi et précise que le plein emploi est la résultante d'une économie saine, non son point de départ.

M. Klestil intervient alors pour poser une question à W.: La diplomatie multilatérale revêt une importance toujours accrue pour les petits pays, dès lors qu'ils ne peuvent être présents par-



tout. L'Autriche a environ 70 ambassadeurs résidants alors que l'ONU compte plus de 150 Etats membres. Quelle est la position de la Suisse dans ce contexte?

W.: parler de la position de la Suisse dans la diplomatie multilatérale, c'est parler de son adhésion à l'ONU - Le Conseil fédéral est favorable à l'adhésion, la majorité parlementaire semble acquise, mais la volonté populaire continue de s'y opposer: Les organisations internationales ont mauvaise réputation en raison de leur politisation. On est généralement d'avis qu'un scrutin négatif desservirait la Suisse.

Brève question de R.: avez-vous reçu une communication des Américains quant à l'OIT? La menace est évidemment inspirée par Meany. W. ayant répondu négativement, R. poursuit en expliquant la position de l'Autriche par rapport à l'ONU, position fort différente de celle de la Suisse: si la question de l'adhésion devait être posée au peuple autrichien, il l'accepterait, car l'Autriche d'après 1919 a toujours éprouvé le besoin de sortir de son isolement.

Autre question de Klestil qui veut savoir ce que W. entend lorsqu'il parle de relations avec l'Amérique - s'agit-il des Etats-Unis seulement? qu'en est-il de l'Amérique Latine? La Suisse entretient-elle des relations avec l'OEA à Washington? -

W. répond que ces relations concernent avant tout les Etats-Unis, mais que Berne projette une conférence régionale en Amérique Latine, dont le Chef du Département pourrait visiter les divers pays. Pour ce qui est des relations avec l'OEA, W. considère cette idée intéressante et se réserve de l'approfondir.

Klestil: Y a-t-il du nouveau dans les vols Zürich- Berlin Ouest?

W.: Les Russes reviennent toujours à la charge, mais Berne ne se départ pas de sa thèse selon laquelle il s'agit d'une "res inter



alios acta" et qu'il appartient aux Quatre de se mettre d'accord. A propos de la RFA, on peut constater que le Chancelier Schmidt n'a plus de complexes à l'égard de la dernière guerre.

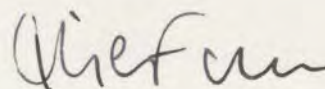
R.: Tant mieux, tant pis!

L'Ambassadeur Keller revient alors au problème de l'OIT pour signaler que dans deux institutions spécialisées, à Genève, l'OIT et l'OMS, on constate un processus d'érosion, ce qui inquiète non sans raison les Genevois et ce qui explique en partie leur souci de ne pas voir partir les internationaux appartenant à l'ONU.

Klestil aborde alors le sujet Genève-Vienne et déclare que force est de constater qu'il y a divergence entre l'entente régnant au sommet de la hiérarchie (Graber-Bielka, Graber-Kreisky) et les exécutants de la politique suisse. De là proviennent les accrochages à New York et dans les diverses capitales où les ambassadeurs de Suisse et d'Autriche présentent des thèses appropriées.

Pour W. la solution consiste à associer les exécutants aux dirigeants. Il propose en conséquence que les hauts fonctionnaires concernés soient associés à la réunion de novembre à Berne.

Dans la perspective de l'Assemblée générale et de l'évocation du problème Vienne-Genève, on se met d'accord pour se rencontrer à Berne au début du mois de novembre.



(Lise Favre)